



Observatoire National
du Dividende Démographique

SYNTHESE DU PROFIL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE



Observatoire National du Dividende Démographique

SYNTHESE DU PROFIL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE AU TCHAD

La marche du Tchad vers la capture du dividende démographique

Pays membre du Projet régional SWEDD, le Tchad s'est résolument engagé dans le processus d'exploitation et de valorisation du dividende démographique. Cet engagement, porté par la vision 2030 « le Tchad que nous voulons », est confirmé dans sa politique générale de Développement, le Plan National de Développement (PND 2017-2021) qui fait de la réalisation du dividende démographique un des principaux résultats attendus de son axe 4 : *création d'un cadre propice à l'épanouissement du bien-être de la population tchadienne*.

Sur le plan pratique, cet engagement s'est matérialisé par plusieurs actions dont la mise en place du projet SWEDD et la création en 2018 de l'Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD). Celui-ci est chargé de la collecte et de l'analyse des données pour assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques destinées à promouvoir et exploiter les bénéfices du dividende démographique.

La programmation de ces politiques exige l'évaluation de la situation du pays par rapport à la possibilité d'accélérer et d'exploiter le dividende démographique, d'où la nécessité d'établir au préalable son profil, c'est-à-dire détecter et quantifier les principaux déficits à combler en termes d'investissements.

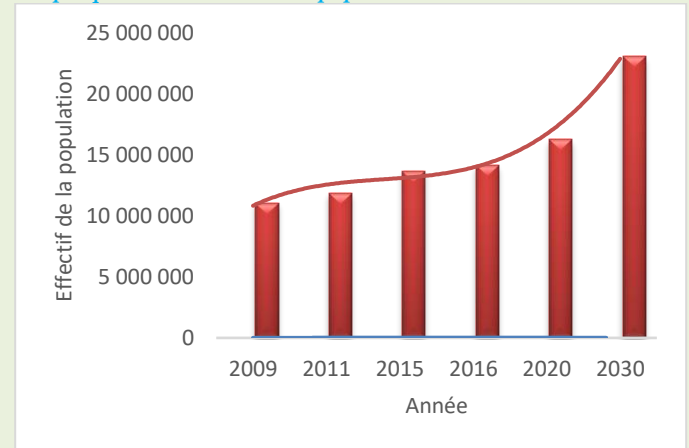
Le « profil 2018 » du dividende démographique du Tchad qui fait l'objet de la présente synthèse est le deuxième après celui de 2011.

Une population à forte croissance et majoritairement jeune

Selon les résultats du Deuxième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2) de 2009, la population du Tchad est estimée à 11 039 873 habitants dont les femmes représentent 50,6%. De même, les jeunes de moins de 15 ans y sont majoritaires dans la même proportion (50,6%). En 2019, L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) est estimé à 6,4 enfants par femme et l'espérance de vie à la naissance à 52,4 ans (dont 53,4 ans pour les femmes et 51,6 ans pour les hommes).

D'après les projections de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), la population tchadienne, augmentant au rythme annuel moyen de 3,6%, atteindrait 15 692 969 habitants en 2019. Selon ces mêmes projections, elle passerait du simple au double de 2009 à 2030 (INSEED, 2014-c). Considérant l'hypothèse moyenne, la population atteindrait 16 millions d'habitants en 2020 et 23 millions d'habitants en 2030.

Graphique 1 : Evolution de la population du Tchad de 2009 à 2030



Source : INSEED (Projections 2014)

Une économie aux potentiels énormes mais encore dépendante du pétrole

L'évolution de l'activité économique sur la période 2011-2018 reste marquée par les impacts des deux chocs exogènes dus à la chute des prix du pétrole et aux tensions sécuritaires aux frontières du pays. Après un taux de croissance moyen de 5,4 % sur la période 2011-2015, l'économie nationale a enregistré une profonde récession en 2016 (-3,4 %) et 2017 (-4,9 %) avant qu'elle ne renoue avec la croissance en 2018 (+2,4 %), performances réalisées grâce notamment à la remontée des prix de l'or noir et des consolidations budgétaires.

Des progrès sociaux significatifs réalisés mais encore distants des normes

Sur le plan social, si les niveaux atteints par les principaux indicateurs traduisent un certain nombre de progrès, il n'en demeure pas moins que des efforts soutenus sont nécessaires pour accélérer la transition démographique et exploiter le dividende démographique.

Education : des avancées certaines enregistrées mais insuffisantes pour l'atteinte des objectifs

En dépit de quelques avancées, les indicateurs scolaires montrent que le système éducatif tchadien, avec une population scolarisée augmentant à un rythme annuel entre 8 et 12 %, est loin d'atteindre les résultats escomptés, notamment au regard des objectifs du développement durable et de la capture du dividende démographique.

L'enseignement préscolaire, censé accueillir les enfants de 3 à 5 ans, reste embryonnaire avec 16 844 enfants (dont 8 142 filles, soit 48,3%) pour une population de cet âge estimée à 1 648 790 enfants., soit une population scolarisée au préscolaire de 1,0%.

L'enseignement primaire se caractérise en 2018 par des taux bruts d'admission, de scolarisation et d'achèvement évalués à 115,2 % (dont 104% pour les filles et 125,9% pour les garçons), 89,9 % (dont 78,7 % pour les filles et 101,0% pour les garçons) et 44,1% (dont 35,5 % pour les filles et 53,1% pour les garçons) respectivement.

Pour ce qui est de l'enseignement moyen, en 2018, le Taux Brut d'Admission (TBA) se fixait à 27,8% (dont 20,7% pour les filles et 35,3% pour les garçons), le Taux Brut de Scolarisation (TBS) à 26,2 % (18,3% pour les filles et 34,5% pour les garçons) et le taux d'achèvement à 16,7% (dont 10,6% pour les filles et 23,5% pour les garçons).

L'enseignement secondaire se caractérise en 2018 par un TBS estimé à 16,1% (dont 9,1% chez les filles) et un TBA de 13,2%. Le Taux d'Achèvement au Secondaire est de 13,6% dont les filles représentent 7,6% contre 20,3% chez les garçons. Les filles scolarisées au secondaire constituent 30% du nombre global.

Santé : malgré les efforts du gouvernement, la couverture sanitaire demeure en deçà de 100%

Les investissements massifs ont permis une évolution positive d'importants indicateurs sociaux mais nombreux demeurent les défis à relever

En matière de couverture sanitaire, le système de santé tchadien totalise, en 2018, 1 892 centres de santé (zones de responsabilité) dont 1 744 sont fonctionnels, ce qui se traduit par une charge démographique moyenne par type de service estimée à 9 363 habitants pour un centre de santé et 120 078 habitants pour un hôpital, soit un taux de couverture sanitaire théorique de 92,2%. L'accessibilité physique des formations sanitaires est exprimée par les distances moyennes parcourues par les patients pour se rendre à un centre de santé et à un hôpital et qui sont respectivement de 15 km et 55 km.

Spécifiquement, le système de santé tchadien se caractérise en 2018 par les indicateurs suivants :

En matière de desserte médicale :

- Le ratio habitants pour un médecin est de 28 401, presque trois fois la valeur de la norme de l'OMS fixée à 10 000
- Le ratio habitants pour infirmier qualifié est de 5 092 au niveau national alors que l'OMS recommande 1 infirmier pour 5 000 habitants
- La moyenne nationale du ratio femmes en âge de procréer pour une sage-femme est 5 005 et la norme OMS est 3 000

En matière d'accouchements assistés : 27,96% sont effectués avec l'assistance d'un professionnel de la santé formé

En matière de mortalité :

- Le taux de mortalité infanto-juvénile est de 122,3‰
- Le ratio de mortalité maternelle est estimé à 860 décès pour 100 000 naissances vivantes.

Pauvreté : taux d'incidence en baisse mais reste élevé

Les investissements publics réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de plusieurs stratégies de développement ont permis de réduire l'incidence de la pauvreté qui est passée de 55% en 2003 à 46,7% en 2011 (ECOSIT 2 et 3). Cette dynamique de lutte contre la pauvreté a été prolongée par l'exécution des Plans Nationaux de Développement (PND) 2013-2015 et 2017-2021 dont les résultats ont été positivement appréciés. En 2018, 42,3% (6 557 845 personnes) des Tchadiens sont pauvres (ECOSIT 4). L'extrême pauvreté touche 15,2 % de la population.

L'emploi : une population active de plus en plus nombreuse à la recherche du travail

La population en âge de travailler a considérablement augmenté passant de 5 205 789 individus (dont 3 217 178 actifs) en 2011 à 7 246 959 individus (dont 4 350 913 actifs) en 2018, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 5,6%. Le taux d'activité est de 60,0% au niveau national.

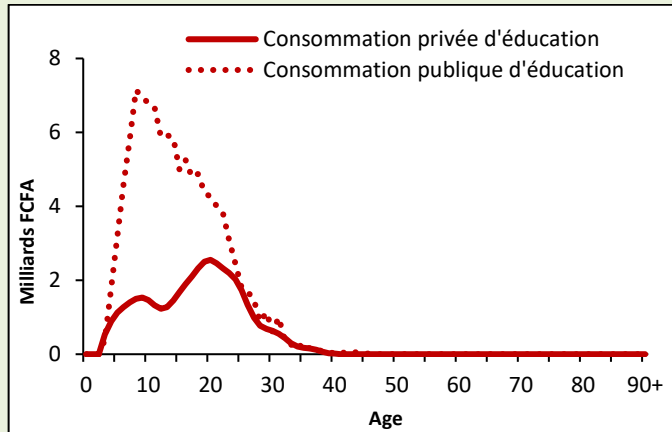
Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) en 2018 touche 2,0% de la population active. Il se situe à 18,5% au sens élargi. Ce chômage touche en général plus les femmes (26,8%) que les hommes (10,7%) et reste un phénomène plus urbain que rural. Il touche 20,4% de la population active dans la zone urbaine contre 14,3% dans le milieu rural.

A peine 2 % du budget global de l'Etat consacré à l'éducation, loin des engagements de 15 à 20%

Selon la méthode générale des Comptes de Transferts Nationaux (NTA), la consommation comprend la consommation publique et la consommation privée qui sont subdivisées en consommation d'éducation, de santé et autres consommations.

En matière de consommation d'éducation, les dépenses totales s'élèvent à 158,4 milliards de FCFA (2,9% de la consommation totale) dont 45,3 milliards au titre de dépenses privées. Autrement dit, au niveau agrégé, les ménages prennent en charge 28,5% de la consommation totale d'éducation. Ce financement privé de l'éducation se concentre à hauteur de plus de la moitié sur la tranche d'âge 6-18 ans, c'est-à-dire dans l'enseignement primaire et secondaire.

Graphique 2 : Profils agrégés de consommation publique et privée d'éducation

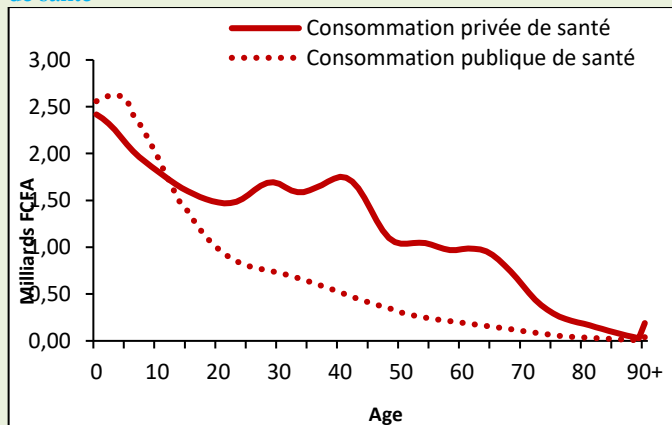


Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT4, Projections Populations 2014, CN 2017)

Dépenses de santé essentiellement supportées par les ménages

En matière de santé, déterminée à 170,8 milliards de FCFA (3,1% de la consommation totale), la consommation est financée en 2018 à hauteur de 37% et 63% par l'Etat et les ménages respectivement.

Graphique 3 : Profils agrégés de consommation publique et privée de santé



Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT3, Projections Populations 2014, CN 2017)

Le graphique 3 permet de constater que les ménages dépensent énormément pour les soins de santé des individus de 0-6 ans alors que l'Etat continue à concentrer plus ses efforts pour la santé des enfants et de la jeunesse (lutte contre la mortalité infantile et juvénile) et des femmes en âge de procréation au détriment des personnes âgées qui, au Tchad, ne font pas toujours l'objet d'une grande protection sociale.

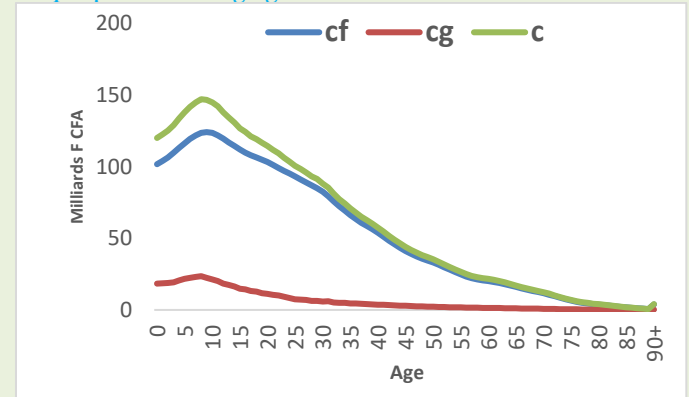
Les dépenses de consommation hors santé et éducation sont, pour l'essentiel, à la charge des ménages.

Au niveau national, le total des autres consommations se fixe, en 2018, à 5 094,5 milliards de FCFA (contre 4 230 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse d'environ 20%).

Une consommation totale en nette progression au niveau agrégé mais en régression en moyenne

Selon le graphique 4, comme au niveau moyen, la consommation totale privée dépasse largement au niveau agrégé la consommation publique pour tous les groupes d'âge. Au niveau national, la consommation totale présente une allure épousant celle de la consommation totale privée.

Graphique 4 : Profil agrégé de la consommation totale



c : Profil agrégé de consommation totale ; cf : Profil agrégé de consommation privée ; cg : Profil agrégé de consommation publique

Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT4, Projections Populations 2014, CN 2017)

Les dépenses de consommation totale privée augmentent de 101 milliards de FCFA à la naissance à 124 milliards pour les individus âgés de 9 ans, puis baissent progressivement sur le reste du cycle de vie.

Les dépenses de consommation totale publique, quant à elles, affichent un profil assez élevé pour les âges 0-25 ans avec un pic de 23,5 milliards de FCFA à 8 ans. Pour le reste du cycle de vie, elles baissent lentement jusqu'à l'âge de 90 ans et plus. Les pouvoirs publics concentrent donc leurs dépenses en faveur de ce groupe d'âge 0-25 ans, le reste de la population n'en bénéficiant que faiblement.

Une consommation par tête largement en défaveur des femmes

En 2018, la consommation totale par tête chez les hommes sur l'ensemble du cycle de vie dépasse celle des femmes sauf dans les tranches d'âges 0-4 ans, 27-38 ans et 74 ans et plus. En 2011, cette consommation chez les hommes est également supérieure à celle des femmes sur l'ensemble du cycle de vie à l'exception de la tranche d'âges 13-24 ans.

Au niveau macroéconomique, le cumul de consommation totale des hommes représente 48,4% contre 51,6% chez les femmes en 2018 et 50,9% contre 49,1% en 2011.

En 2018, au niveau national, dans la catégorie d'âges des enfants (0-14 ans), adultes (35-64 ans) et séniors (65 ans et plus), la consommation totale des hommes (1 037,6 milliards de F CFA ; 599,1 milliards de F CFA et 94,4

milliards de F CFA) est au-dessus de celle des femmes (1 000,6 milliards de F CFA ; 567,7 milliards de F CFA et 85,9 milliards de F CFA) respectivement. Toutefois, dans la classe des jeunes (15 -34 ans), la consommation des femmes (1 144,5 milliards de F CFA) prend le dessus sur celle des hommes (894 milliards de F CFA).

Revenu largement dominé par les activités informelles

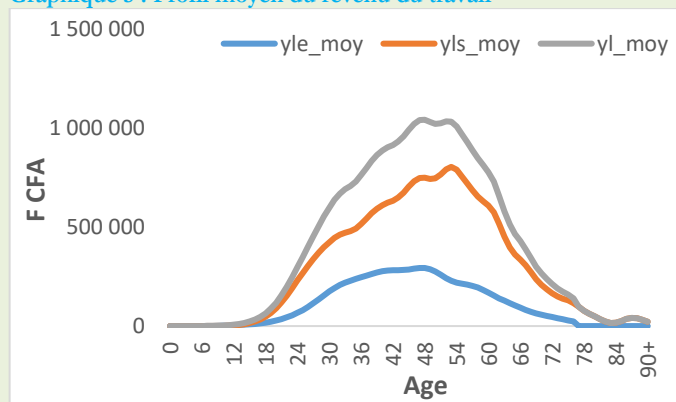
Le revenu du travail comprend deux composantes qui sont : le revenu du travail salarié et le revenu de l'auto-emploi.

Le revenu du travail salarié prend en compte le salaire, les indemnités, les cotisations sociales à la charge des employeurs, tandis que le revenu de l'auto-emploi constitue la rémunération du travail des individus travaillant à leur propre compte.

Selon le graphique 6, une part importante du revenu moyen de l'auto-emploi est générée par la tranche d'âge de 7-36 ans.

Le profil moyen du revenu de l'auto-emploi croît avec l'âge pour atteindre un niveau maximal de 802 625 F CFA en 2018 à l'âge de 53 ans. Une baisse lente est ensuite observée à partir de 54 ans, puis accélérée à partir de 77ans jusqu'à la fin du cycle. En 2011, le niveau maximal (plus de 800 000 F CFA) est atteint à 53 ans. Cet écart entre les deux périodes est le résultat des effets de la crise économique et financière qui a plongé l'économie dans une récession de 2016 à 2017.

Graphique 5 : Profil moyen du revenu du travail



yl_moy : Profil moyen du revenu total du travail ; yle_moy : Profil moyen du revenu du travail salarié ; yls_moy : Profil moyen du revenu de l'auto emploi

Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT4, Projections Populations 2014, CN 2017)

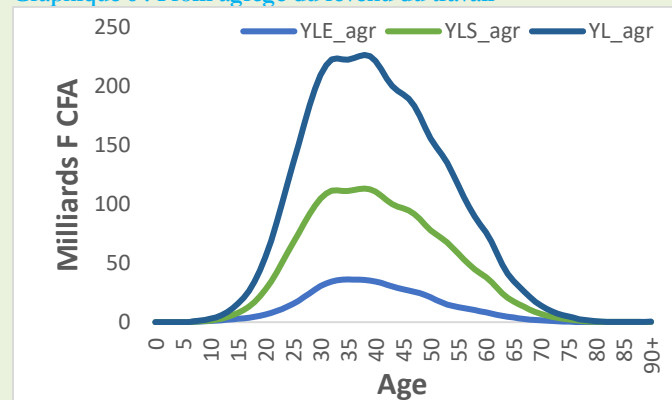
Le revenu moyen du travail salarié croît substantiellement entre 18 et 47 ans où il atteint un maximum de 292 859 F CFA. Il baisse ensuite légèrement pour devenir quasiment nul à partir de 77 ans.

Composé essentiellement du revenu de l'auto-emploi, le revenu total moyen est supérieur à zéro à partir de 7 ans, cela signifie l'existence du travail des enfants. La lecture du graphique 5 permet de constater que son profil atteint globalement un pic de plus de 1 000 000 F CFA à 48 ans, puis amorce une tendance baissière qui s'accélérera à partir de 77 ans. Le revenu total moyen du travail épouse

essentiellement le rythme d'évolution du revenu moyen de l'auto-emploi.

Au niveau agrégé, le revenu de l'auto-emploi dépasse largement le revenu du travail salarié sur presque tout le cycle. Toujours, au niveau agrégé, les individus âgés de 38 ans détiennent le revenu du travail le plus élevé durant le cycle de vie avec une valeur de 113,3 milliards de FCFA en 2018 contre 114,7 milliards de FCFA en 2011. Cela pourrait s'expliquer par la montée d'une classe d'entrepreneurs de plus en plus jeunes, la promotion des activités libérales et l'exploitation privée des fermes agro-pastorales.

Graphique 6 : Profil agrégé du revenu du travail



YL_agr : Profil agrégé du revenu total du travail ; YLE_agr : Profil agrégé du revenu du travail salarié ; YLS_agr : Profil agrégé du revenu de l'auto emploi

Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT4, Projections Populations 2014, CN 2017)

Le revenu total du travail en 2018 s'élève à 3 646,8 milliards de F CFA contre 2 994,3 milliards de F CFA en 2011, soit une augmentation de 21,8% sur sept ans. Il est estimé à 18,6 milliards de F CFA dans la tranche d'âges de 7-14 ans, 3 530,3 milliards de F CFA chez les personnes de 15-64 ans (contre 2 903,2 milliards de F CFA en 2011) et 97,9 milliards de F CFA chez celles de 65 ans et plus (contre 60,3 milliards de F CFA en 2011).

Le revenu du travail de la femme fait trois fois moins celui de l'homme

Globalement le niveau du revenu des femmes est très largement inférieur à celui des hommes. En 2018, le pic de revenu est dégagé à 48 ans pour les hommes avec une moyenne de 1 503 238,4 F CFA contre un pic d'à peine 583 164 F CFA atteint par les femmes à 52 ans. Au niveau des tranches d'âges 15-34 ans et 35-64 ans les femmes présentent respectivement des revenus moyens de 172 718,4 F CFA et 493 069,2 F CFA contre 451 899 F CFA et 1 291 401 F CFA pour les hommes aux mêmes âges.

Comparativement au revenu des hommes, le revenu des femmes sur tout le cycle de vie est largement inférieur même si par rapport à la situation de 2011, le revenu total moyen de la femme en 2018 s'est amélioré à tous les âges (à partir de 15 ans).

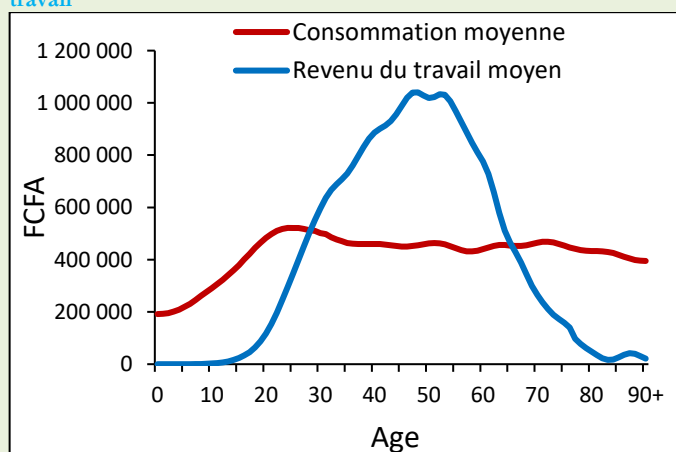
Au niveau national, en 2018, le revenu total du travail est estimé à 2 559,6 milliards de F CFA chez les hommes et 1 087,2 milliards de F CFA chez les femmes. Le revenu total du travail des femmes en 2018 représente un peu plus de 40% du revenu total du travail des hommes alors qu'en 2011, il n'en représentait que 33,3%. Ces montants ici présentés traduisent la persistance des inégalités entre femmes et hommes en matière de revenus. L'écart de salaire et le taux d'activité plus faible des femmes en sont de facteurs explicatifs

Il est établi grâce à la méthodologie NTA, en comparant la consommation et les revenus du travail, que les jeunes et les vieux ont un déficit du cycle de vie parce qu'ils produisent moins par leur travail qu'ils n'en consomment. Les adultes, à l'âge actif, ont un excédent du cycle de vie en produisant beaucoup plus par leur travail qu'ils n'en consomment. Ce surplus, consolidé par d'éventuels transferts publics, permet de financer le gap généré par les enfants et les personnes âgées.

Une jeunesse prise en charge jusqu'à l'âge de 28 ans

Au Tchad, en 2018, les individus dont l'âge se situe entre 0 et 28 ans et 66 ans (voir graphique 8) et plus n'arrivent pas à couvrir leurs besoins de consommation avec le revenu de leurs efforts. En générant ainsi un gap, ces groupes d'âge sont économiquement dépendants. Au niveau moyen, le déficit du cycle de vie est de 191 858 FCFA à la naissance (0 an) contre 238 750 en 2011, 256 678 FCFA à la jeunesse (282 000 FCFA en 2011) et 228 316 FCFA à la vieillesse. La fin de la dépendance peut être en partie expliquée par l'âge d'entrée en activité et les revenus en début d'emploi.

Graphique 7 : Profil moyen de consommation et du revenu du travail



Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT4, Projections Populations 2014, CN 2017)

Les individus dont l'âge est compris entre 29 ans et 65 ans ont un niveau de revenu supérieur à celui de leur consommation ; En d'autres termes, au Tchad, la période où les individus génèrent leur surplus s'étale sur 37 années en 2018 contre 34 années en 2011. Le surplus moyen est

estimé à 349 841 FCFA. Le surplus le plus élevé est dégagé par la tranche d'âge 47 ans.

Demande sociale : 26% du PIB à financer

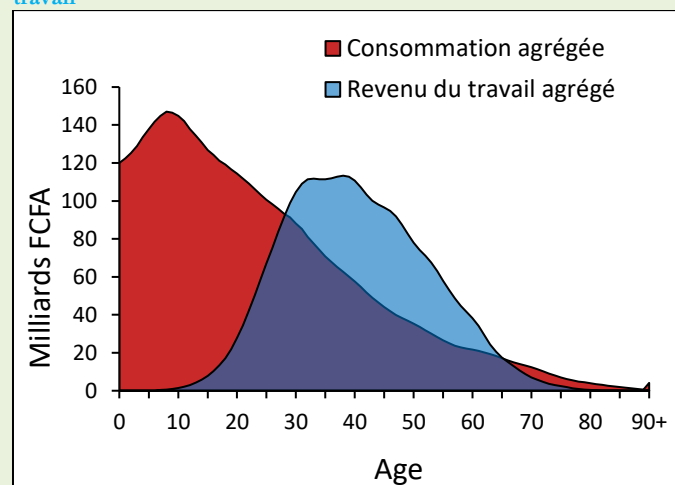
Tableau 1 : déficit global du cycle de vie en 2018

Synthèses des résultats	Milliards de FCFA	En % du PIB
Déficit à la petite enfance (0-4 ans)	630,2	9,2
Déficit à la jeunesse (5-28 ans)	2 328,3	34
Déficit à la vieillesse (66 ans et+)	82,8	1,2
Déficit total	3 041,3	44,3
Surplus	1 264	16
Demande sociale	1 777	25,9
ICDE		0,416

Source : ONDD, Rapport du profil pays 2018

Au niveau agrégé, comme l'indique le tableau 1, en 2018, le déficit de la petite enfance de 0 à 4 ans est estimé à 630,2 milliards de F CFA soit 20,7% du déficit total, contre 696 milliards de F CFA en 2011. Celui des jeunes de 5-28 ans est estimé à 2 328,3 milliards de F CFA soit 76,5% du déficit total, contre 1 707 milliards de F CFA en 2011. Le déficit des personnes âgées de 66 ans et plus représente 82,8 milliards de F CFA soit un pourcentage de 2,7% du déficit total. Ainsi, les individus âgés de moins de 28 ans cumulent 97% du déficit total. Cette part importante du déficit dégagée par les jeunes est expliquée par leur poids démographique (presque 75% de la population totale).

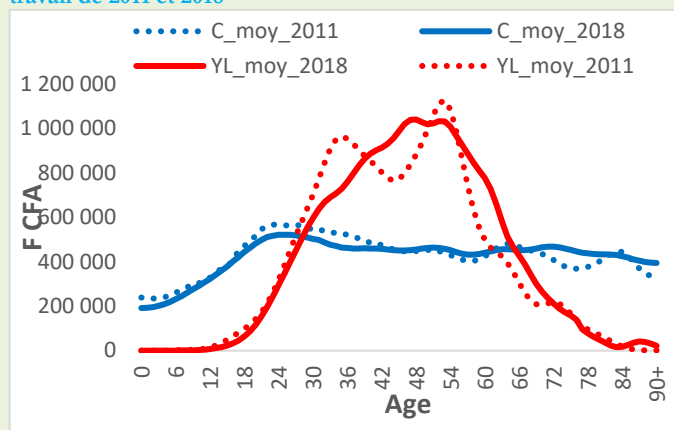
Graphique 8 : Profils agrégés de consommation et du revenu du travail



Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT4, Projections Populations 2014, CN 2017)

Les personnes âgées de 29 à 65 ans génèrent un surplus estimé à 1 264,4 milliards de FCFA (18,4 % du PIB) contre 956 milliards de F CFA (16,5% du PIB) en 2011. Il apparaît clairement que ce surplus est insuffisant pour compenser le déficit total évalué à 3 041,3 milliards de F CFA. En 2018, le Tchad enregistre une demande sociale de 1 777 milliards de FCFA que le revenu du travail n'arrive pas à combler. Ce gap est évalué à 26 % du PIB de la même année.

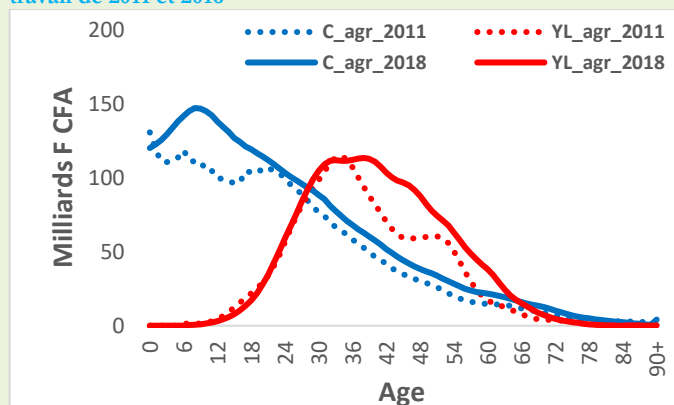
Graphique 9 : Profils moyens de consommation et de revenu du travail de 2011 et 2018



Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT4, Projections Populations 2014, CN 2017)

Le graphique 9 permet de constater que les niveaux des revenus moyens du travail se sont moins améliorés pour toutes les générations lorsqu'on les compare aux mêmes âges sur les deux périodes. Pour ce qui est de la consommation, l'effet volume de la population jouant, son profil moyen en 2011 est plus élevé sur une grande partie du cycle de vie qu'en 2018. Cette situation traduit en moyenne une dégradation du bien-être du Tchadien.

Graphique 10 : Profils agrégés de consommation et de revenu du travail de 2011 et 2016



Source : Calculs ONDD 2019, INSEED (ECOSIT4, Projections Populations 2014, CN 2017)

Comme le graphique 10 le montre, l'analyse des données agrégées permet de constater que la consommation totale (5 164 milliards de FCFA) de 2018 est supérieure à celle (5 423,7 milliards de FCFA) de 2011, soit une hausse de 20% sur sept ans. Il en est de même pour les niveaux des revenus du travail qui sont plus importants en 2018 qu'en 2011.

La lecture du graphique 10 permet également de constater que, si les profils des revenus des deux périodes sont similaires, le profil de consommation totale affiche, au niveau de la tranche d'âge 0-8 ans, un comportement en 2018 différent de celui de 2011. Ce changement pourrait se justifier partiellement par la gratuité des soins publics de certains programmes en faveur des enfants.

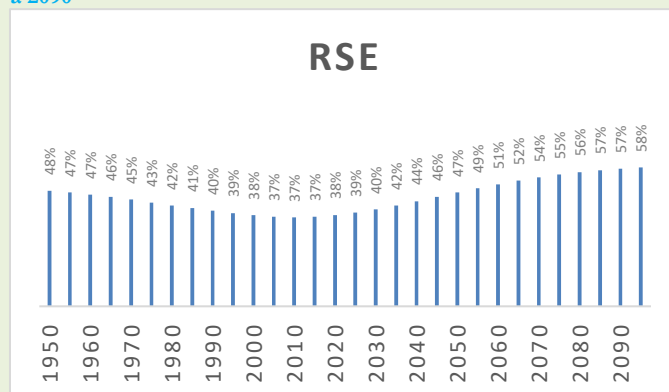
Les femmes sont vingt-six fois plus dépendantes que les hommes

Au niveau moyen, le déficit est de 264 374 F CFA chez les hommes contre 252 937 F CFA chez les femmes. Cependant, au niveau national, le déficit du cycle de vie est estimé à 65,5 milliards de F CFA pour les hommes et 1 711,4 milliards de F CFA chez les femmes en 2018. Ce déficit est évalué à 67,5 milliards de F CFA et 1 467,1 milliards de F CFA respectivement chez les hommes et femmes en 2011. Si le déficit n'a que légèrement baissé (-2,8%) chez les hommes, il a cependant augmenté chez les femmes (16%).

L'Indicateur de Couverture de Dépendance Economique est en hausse de 0,036 (42,0% en 2018), très loin d'atteindre la norme de 80% qui est le seuil minimal requis. Cette hausse pourrait être liée à une augmentation de la consommation au niveau agrégé et aussi une augmentation du revenu à ce même niveau.

Le Ratio de Soutien Economique (RSE) est le rapport entre le nombre de producteurs effectifs et le nombre de consommateurs effectifs. Il mesure l'effet de la structure par âge sur la capacité de la population à contribuer à la production.

Graphique 11 : Evolution du Ratio de Soutien Economique de 1950 à 2090



Source : Administration publique et ECOSIT3 2018, calculs ONDD 2021

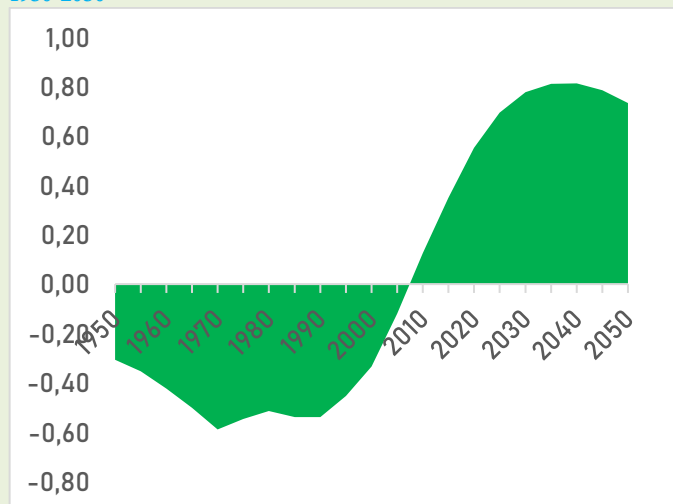
L'examen du graphique 11 montre que, à partir de 2009, le RSE commence par croître pour se fixer à 37 producteurs par 100 consommateurs en 2016 et 38 en 2018. Selon les projections, cette augmentation du ratio pourrait se poursuivre dans les années à venir et pourrait atteindre 40% en 2030 et 47% en 2050.

Le premier dividende démographique est déterminé par le taux de croissance du ratio de soutien économique. Cette période de croissance du ratio de soutien est potentiellement favorable à la croissance économique.

Le graphique 11, décrivant l'évolution du premier dividende démographique, révèle que celui-ci devient positif à partir de 2009 du fait de l'accroissement du ratio de soutien. En d'autres termes, au Tchad, la fenêtre d'opportunité du dividende démographique s'est donc ouverte en 2009 et se refermera après 2050. Selon les projections, l'ampleur du

dividende augmente avec les années pour atteindre un niveau maximal de 0,78 vers les années 2040. En effet, cette période est très importante dans la vie de la nation tchadienne, car c'est la période où des politiques explicites ou proactives devraient être mises en œuvre pour promouvoir, exploiter et valoriser le dividende démographique.

Graphique 12 : Evolution du premier dividende démographique, 1950-2050



Source : Administration publique et ECOSIT3 2011, calculs ONDD 2019

La méthode des NTA permet de mesurer le dividende démographique qui est l'accroissement du ratio de soutien économique. Comme vu précédemment, le ratio de soutien économique est fonction non seulement du déficit du cycle de vie, mais aussi de la structure par âge de la population. Ainsi pour cette dernière raison, le ratio est fortement influencé par les taux de fécondité.

La Division de la Population des Nations Unies établit pour chaque pays le rythme d'évolution de la fécondité en se basant sur trois scénarii :

- l'hypothèse de forte fécondité (High Fertility) ;
- hypothèse de fécondité moyenne (Medium Fertility) ;
- l'hypothèse de fécondité faible (Low Fertility).

Le dividende démographique estimé pour le Tchad est projeté avec ces trois scénarii afin de voir son ampleur selon chaque scénario dans les années à venir. Ainsi, le taux de croissance du ratio de soutien pourrait permettre d'atteindre en 2050 un dividende démographique de :

- 85% avec l'hypothèse d'une fécondité faible ;
- 75% si la tendance actuelle d'évolution de la fécondité est maintenue (fécondité moyenne) ;
- et 64% avec l'hypothèse d'une fécondité élevée.

De ces trois (3) hypothèses, il convient de noter que la croissance du ratio de soutien est plus importante avec une fécondité faible, et ceci quelle que soit l'année. Dans l'hypothèse d'une maîtrise de la fécondité (hypothèse de faible fécondité), le niveau maximum du premier dividende démographique est atteint entre 2035 et 2040 (98%) alors qu'il se situe à 90% en 2030. Ces projections fournissent des indications utiles pour le gouvernement dans sa politique de

planification du développement en tenant compte de l'évolution de la population et aident à identifier les opportunités optimales pour une croissance économique soutenue et durable résultant de la structure de la population.

En effet, la contribution économique liée à la démographie n'est pas figée mais dépendra fortement des politiques visant la baisse de la fécondité, l'investissement dans le capital humain, la création d'emplois et l'amélioration du revenu du travail. Au regard des résultats issus de l'analyse du profil 2018, pour que le Tchad puisse bénéficier du bonus démographique, des investissements stratégiques sont donc nécessaires au niveau de chaque pilier du dividende démographique.

Recommandations

Renforcer en ressources financières, humaines et matérielles le Système de Santé National pour une meilleure prise en charge des maladies et une meilleure desserte de la population.

Au regard de ces résultats, il ressort qu'en matière de santé, les efforts sont essentiellement concentrés sur les âges 0-15 ans. Surtout, les personnes de 50 ans et plus ne bénéficient que faiblement des dépenses publiques pour leur santé. C'est pourquoi, en plus de la Couverture Sanitaire universelle, il serait judicieux pour l'Etat d'opérer des investissements stratégiques pour permettre une meilleure couverture sanitaire et surtout une prise en charge rapprochée des seniors.

Consolider les infrastructures et ressources humaines du système éducatif pour améliorer la qualité de son rendement.

En comparant les niveaux des principaux indicateurs de l'éducation aux normes requises, on se rend à l'évidence que beaucoup d'efforts restent à faire pour améliorer la qualité du système éducatif. Cet objectif passe par la construction des écoles et le renforcement du corps enseignant par des recrutements et la formation afin de faire rapprocher les ratios enseignant/élèves et élèves/salle de normes acceptées.

Diversifier l'économie et promouvoir les activités créatrices d'emplois pour booster le revenu du travail.

L'économie nationale, largement dépendante du pétrole, peine à créer suffisamment d'emplois, du fait notamment de l'état embryonnaire du secteur privé. Le principal employeur reste la fonction publique dont l'offre ne couvre pas plus de 20% de la demande nationale d'emplois. D'où la nécessité de diversifier l'économie et de promouvoir les activités génératrices d'emplois.

Actions

De façon globale, l'Etat doit d'abord intensifier la vulgarisation du concept du Dividende Démographique en :

- Élaborant et mettant en œuvre la feuille de route nationale du dividende démographique ;

- Instituant la budgétisation sensible au dividende démographique et au genre ;
- Introduisant un module sur le dividende démographique dans le programme de l'enseignement supérieur.

De façon spécifique, il est primordial de consacrer davantage des efforts à la consolidation de ces piliers. Pour cela, l'Etat doit :

Pilier Education

- Construire davantage des écoles, recruter et former des enseignants pour juguler le phénomène de massification des effectifs (faire rapprocher les ratios enseignant/élèves et élèves/salle de normes acceptées) et, partant, améliorer la qualité du système éducatif ;
- Elargir l'accès à l'éducation notamment en appliquant la carte scolaire et en réorganisant le transport en commun pour une meilleure desserte des établissements scolaires ;
- Réorienter la formation technique et professionnelle sur les corps de métiers jugés prioritaires pour le développement socioéconomique du Tchad, pour plus d'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi ;

Pilier Santé

- Développer une stratégie de communication intégrale pour vulgariser la santé préventive et curative ;
- Accélérer l'opérationnalisation de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) pour renforcer le système de santé national ;
- Mettre en place un mécanisme d'appui aux structures sanitaires communautaires reconnues par l'Etat pour renforcer l'offre des soins ;

Pilier Emploi

- Renforcer et élargir la politique entrepreneuriale (auto-emploi) de l'ONAPE à toutes les provinces du pays ;
- Favoriser la création d'emplois en mettant en place un dispositif d'incubation (fédéré au niveau provincial) pour faciliter la création des startups ;

- Instituer un cadre national de dialogue et d'échanges entre les universités, le patronat et les syndicats pour une meilleure adéquation entre formation et emploi ;

Pilier Economie

- Développer des partenariats public/privé pour des investissements structurants dans les domaines stratégiques tels le transport, l'eau-assainissement, l'énergie ;
- Développer des petites industries alimentaires et de transformation pour absorber la main d'œuvre non qualifiée et par la même occasion permettre aux paysans et petits producteurs d'évacuer leur production et accéder à un revenu substantiel ;
- Accélérer la mise en œuvre des Zones Economiques Spéciales (ZES) ;
- Renforcer la promotion de l'autonomisation de la femme en :
 - généralisant l'enseignement préscolaire par le développement des crèches ;
 - promouvant les coopératives agricoles et artisanales féminines ;
 - développant une politique de l'emploi féminin ;

Pilier Bonne gouvernance

- Actualiser et mettre en œuvre les stratégies d'aménagement du territoire pour rendre attractives et dynamiques les zones rurales ;
- Assainir les finances publiques en :
 - rendant effectif l'usage des techniques de budgétisation par programmes, afin d'augmenter les rendements des dépenses publiques ;
 - renforçant les institutions de vérification et contrôle en moyens humains et financiers, pour améliorer la qualité de la dépense ;
 - augmentant le taux de pression fiscale, notamment en renforçant la fiscalisation du secteur informel, afin d'augmenter les recettes budgétaires.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ONDD (2021), Rapport sur le profil du dividende démographique du Tchad

ONDD (2019), Rapport national sur le suivi des indicateurs du dividende démographique au Tchad

Swedd-Tchad (2016), rapport sur la mesure du dividende démographique du Tchad, Ministère de l'économie et de la Planification du Développement, N'djamena

CREFAT (2017), « Synthèse du Profil du Dividende démographique au Tchad », policy brief numéro 1 du Projet Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD), Août 2017, 5p.

Ministère de l'Éducation Nationale (2014,2015, 2016, 2017 et 2018), Annuaire statistiques scolaires.

Ministère de la Santé publique (2018), Plan National de Développement Sanitaire : 2017-202

Publié par :

Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD)

Quartier Repos, 4^{ème} Arrondissement

- Avenue Gl Ali Brahim

BP : 286 N'Djaména - TCHAD

Mail : contact@ondd.td

/onddtchad@gmail.com

Site web : <https://www.ondd.td>